

[Text]

On the other hand, our forecast in terms of the emissions from the thermal power plants is substantially less than that of Western Research, because we believe they used too high a sulphur concentration.

Of course, all these really demonstrate the problem of forecasting. We just do not know the future. It seems to us that the important thing is that the best practical technology is being utilized to ensure the minimization of emissions. That surely is the test, rather than what happens in total with respect to it. I appreciate that from your point of view you have to be skeptical; but if the best that can be done is being done, surely that speaks for itself.

The Chairman: That is in the eye of the beholder. In Japan, the government just said go and do it and they did it. In the United States, the government says to go and do it and they reluctantly do it. In Canada, if we say go and do it, they just tell us to go to hell.

Mr. Millard: I do not think that checks out, sir.

The Chairman: What is the best practical technology? If we said it is mandatory that you have to reach emission control by a certain date at a certain stage and it is more expensive for you not to, then all of a sudden the more expensive equipment becomes the best practical technology. Right now there is very little in place in Canada when it comes to scrubbers. The sour gas industry is doing a great job. We came to that conclusion the last time around. We are just not satisfied that at any point within the next decade, in Ontario, or Alberta, or Manitoba, we will see a downturn in the sulphur and nitrogen cumulative unless it is through an economic downturn, which is a hard way to get control—that is, if the industry slows down, or . . .

Mr. Millard: I do not think that applies to Alberta, sir, because I think we have a very low growth . . . we will have, with the standards that Mr. Bohme was referring to in terms of the oil sands plants. First of all, there is probably not going to be very much, but what is done will have very stringent controls applied to it. The sour gas industry is going to be declining within that next decade and the increase in power plants is going to be less than what is shown here. I think there is every chance that within the decade there will be a total decline.

The Chairman: That is the end of my questioning. Before I pass on, I do not want you to think we are singling out Alberta because it was a special chapter in the report. It was a separate chapter because at that time it was very, very important. The main growth in the west was occurring in Alberta. I do not want you to think we singled out Alberta today . . .

Mr. Millard: No, no.

The Chairman: —because I think you are doing a much better job in Alberta than they are, say, in Manitoba, or Ontario, or Quebec. You might be interested in knowing that Quebec made a big to-do about these millions of dollars that were going into research, and those were quietly withdrawn.

[Translation]

Pour notre part, nos prévisions concernant les émissions des centrales thermiques sont considérablement inférieures à celles de *Western Research* qui utilise, à notre sens, des concentrations en soufre trop élevées.

Evidemment, toutes ces divergences font ressortir la difficulté d'établir des prévisions. Nous ne savons pas quel sera l'avenir. Ce qui compte à nos yeux, c'est de mettre en oeuvre la technologie la plus pratique pour minimiser les rejets dans l'atmosphère. Pour nous c'est le seul critère, plutôt que de prendre les choses dans l'absolu. Je comprends que vous soyez sceptiques mais si on fait le mieux qu'il est possible de faire, ce n'est déjà pas mal.

Le président: Cela dépend du point de vue. Au Japon, le gouvernement donne un ordre et tout le monde obéit. Aux États-Unis, si le gouvernement donne un ordre, on obéit avec réticence. Au Canada, si le gouvernement donne un ordre, on lui dit d'aller se faire voir.

M. Millard: Quand même, pas tout à fait.

Le président: Quelle est la technologie la plus pratique? Si nous rendions obligatoire une réduction des rejets à partir d'une certaine date, sous peine d'amendes plus coûteuses que les moyens techniques pour y parvenir, tout d'un coup ce sont les équipements les plus coûteux qui deviennent la technologie la plus pratique. À l'heure actuelle, on ne trouve pas grand-chose comme épurateurs au Canada. Les fabricants de gaz sulfureux s'en tirent très bien. Nous sommes déjà arrivés à cette conclusion la dernière fois, nous ne parvenons pas à nous convaincre que l'on verra des réductions des émissions cumulatives de soufre et d'azote en Ontario, en Alberta ou au Manitoba dans les 10 années qui viennent, à moins qu'elles ne résultent de la récession économique. Le ralentissement de l'activité économique n'est pas la meilleure solution . . .

M. Millard: Je ne pense pas que cela s'applique à l'Alberta, car nous avons une courbe de croissance très faible, nous aurons une courbe très faible avec les normes dont parlait M. Bohme concernant les raffineries de sable bitumineux. Tout d'abord, leur importance ne sera pas très grande et celles qui fonctionneront devront se soumettre à un contrôle très strict. La production des gaz sulfureux va chuter dans les 10 années à venir et l'augmentation des centrales thermiques sera inférieure à celle qui apparaît ici. Je pense donc qu'il est quasiment certain qu'il y aura un recul du total rejeté durant la prochaine décennie.

Le président: Je n'ai pas d'autres questions. Avant de passer la parole à quelqu'un d'autre, ne croyez pas que nous nous en prenons particulièrement à l'Alberta pour lui avoir consacré un chapitre spécial dans le rapport. Nous l'avons fait parce que, à l'époque, c'était extrêmement important, l'augmentation la plus forte se produisait en Alberta. Ne croyez donc pas que nous en voulions particulièrement à l'Alberta aujourd'hui.

M. Millard: Non, non.

Le président: . . . car vous y faites un bien meilleur travail que ne le fait le Manitoba, l'Ontario ou le Québec. Le Québec a fait grand bruit autour des millions de dollars qu'il allait investir dans la recherche mais est revenu tranquillement sur sa décision; Hydro Ontario ne va pas vraiment installer des